

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 66 - 20 novembre 1978 PRIX : 1 F

DANS CE NUMERO

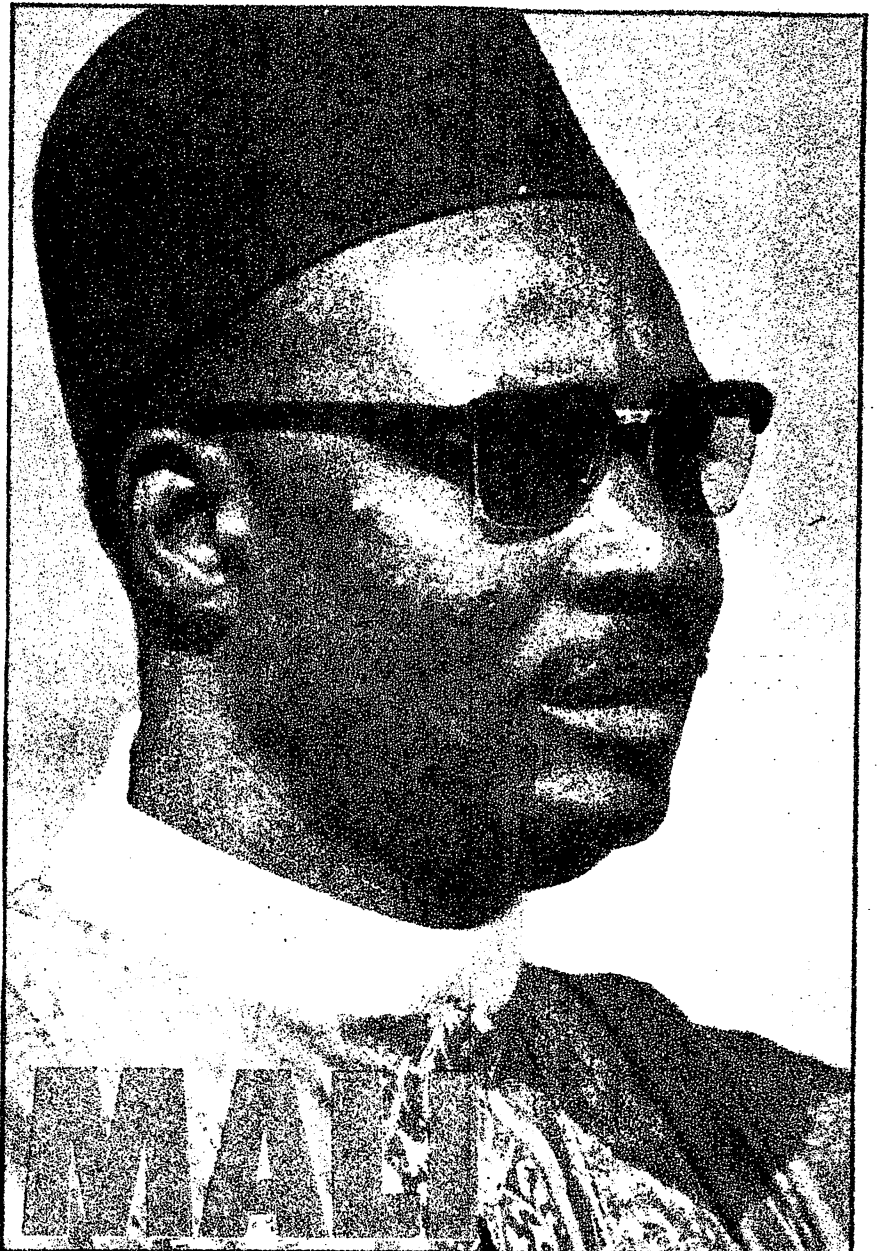
MALI : 10 ANS DE REGIME
MILITAIRE

CONFLIT OUGANDA-TANZANIE : POUR
QUELQUES KM2 DE PLUS

TCHAD : PENURIE ET VIE CHERE

SENEGAL : A. WADE CHANTRE DE
LA "DEMOCRATIE" A LA
SAUCE DE SENGHOR

CHINE : DEMAIOISATION : AVENE-
MENT D'UN AUTRE DICTA-
TEUR



PROCES DE BAMAKO

les manoeuvres du dictateur

SOMMAIRE

Page 3 :

- MALI : 10 ANS DE REGIME MILITAIRE

Page 5 :

- C E A O : DES BLA BLA SUR LE DEVELOPPEMENT

Page 6 :

- CONFLIT OUGANDA-TANZANIE POUR QUELQUES KM² DE PLUS

Page 7 : TCHAD :

- PENURIE ET VIE CHERE

Page 8 :

- SENEGAL : ABDOULAYE WADE : CHANTRE DE LA "DEMOCRATIE" A LA SAUCE DE SENGHOR

Page 9 :

- IRAN : L'ARMEE EST AU POUVOIR, MAIS RIEN N'EST JOUE

Page 11 :

- CHINE
REMAOISATION : AVENEMENT D'UN AUTRE DICTATEUR

ABONNEMENTS

- FRANCE : 1 an

ordinaire : 12 F
sous pli fermé : 36 F

- AUTRES PAYS :

écrire au journal

- Adresser toute correspon-

dance à Combat Ouvrier
BP 80 93 300

Aubervilliers France

en spécifiant :

"pour le PAT"

éditorial

PROCES DE BAMAKO : LES MANOEUVRES DU DICTATEUR

Au moment où nous écrivons nous ne savons pas encore quand aura lieu le deuxième procès de Bamako annoncé par Traoré, ni même s'il aura lieu.

Ce deuxième procès devait se prononcer sur la corruption dont sont accusés Bakayoko et les siens. Mais ceux qui ont été jugés durant le premier procès ont fait des révélations embarrassantes pour Moussa Traoré. Kissima Doukara a révélé devant le public de Bamako venu assister à son procès, que Mariam Traoré (la femme de Moussa Traoré) a détourné des fonds publics.

Le régime de Bamako choisira peut-être finalement d'annuler le prochain procès de peur d'autres révélations. Il peut choisir de garder plutôt tous les accusés en prison, sans jugements comme cela a été fait pour les dirigeants de l'ancien régime.

Mais le simple fait que Traoré ait décidé l'arrestation des tyranneaux sanguinaires que sont Tiekoro Bakayoko et Kissima Doukara, et qu'il ait envisagé de faire un procès public où il sera question de corruption, a déclenché un espoir diffus chez beaucoup de ceux qui ont souffert de la tyrannie et de la corruption.

Au Mali-même, en différents endroits, comme à Kayes, des écoliers s'en sont pris aux policiers de Bakayoko.

Ici dans l'émigration, nombre de travailleurs ont cru à la démagogie de Traoré et se laissent tenter par l'idée que Traoré est dans la bonne voie en s'en prenant à quelques uns des plus sanglants serviteurs de la dictature.

Oh, bien sûr, les Bakayoko et compagnie ont cent fois mérité la prison et personne ne les plaindra. Mais c'est un espoir bien vain et bien illusoire de penser que la corruption et la dictature ne reposaient que sur quelques hommes ; sur quelques sous-fiffres de surcroît. Car tout de même, ces hommes ont agi pendant dix ans sous la responsabilité de Traoré !

Comment imaginer que Moussa Traoré ait arrêté ses anciens compagnons pour adoucir le sort des victimes de l'oppression et de la corruption. Ce qui était intolérable pour Traoré ce n'était pas que Bakayoko soit un sanguinaire, car pendant dix ans, il s'en est bien accommodé. Ce qui était par contre intolérable, c'est qu'il était un rival possible, et voire même, un rival dangereux.

L'arrestation de Bakayoko n'est pas un recul de la dictature, mais c'est un rafermissement de la position de Traoré en tant que dictateur. Depuis les arrestations, rien n'a évidemment changé. C'est la même dictature féroce qui continue toujours sur la population travailleuse et paysanne.

Toute liberté d'expression est toujours baffouée. Il faut être naïf pour croire qu'un dictateur comme Traoré peut changer la situation dans laquelle se trouve le Mali. Il faudrait même être naïf pour croire que la dictature tient à quelques hommes seulement, Traoré compris.

.../...

Tant que dans le pays les libertés les plus élémentaires sont baffouées, tant que les commandants de cercle, les hauts fonctionnaires ont tous les pouvoirs, tant que les ouvriers, les paysans exploités n'ont pas le droit de s'organiser, ni même de s'exprimer, peu importe qu'un dictateur chasse ses lieutenants ou, car cela arrivera peut-être un jour qu'un des lieutenants chasse le dictateur.

Nous pouvons toujours nous réjouir que les chacals s'entre dévorent. Mais c'est une joie bien fade, et c'est le signe de notre faiblesse, à nous tous ouvriers, paysans, exploités du Mali. Car c'est nous, c'est le fruit de notre travail qui constitue la proie qui fait se battre les chacals. Peu importe qui gagne, c'est toujours nous qui serons les perdants tant que nous restons spectateurs.

Il faut que les travailleurs sachent que personne ne changera leur sort à leur place. Qu'ils sachent que s'ils ne sont pas organisés, rien de fondamental ne changera en leur faveur. Il est nécessaire de mettre fin à la tyrannie et à la corruption au Mali. Et c'est possible. Mais il faut que les ouvriers et les paysans se battent pour conquérir eux-mêmes le pouvoir.

Ce combat ne pourra être mené à bien que s'il existe au Mali, comme partout en Afrique et dans le monde, des partis révolutionnaires communistes, regroupants ceux des travailleurs qui n'espèrent pas leur émancipation du ciel, mais qui luttent pour l'obtenir.

MALI 10 ans de régime militaire

Il y a 10 ans, le 19 novembre 1968, un groupe d'officiers de l'armée malienne, Moussa Traoré à leur tête, renversait par un coup d'Etat, le dictateur Modibo Kéita. Les populations maliennes qui depuis l'indépendance vivaient sous le régime d'oppression, d'exploitation et de misère de Modibo, en avaient tellement assez, que nombreux furent ceux qui ont pris pour argent comptant, la démagogie de Moussa Traoré et de ses acolytes.

Ceux-ci se présentaient d'ailleurs comme les seuls capables de lutter contre la misère, la vie chère, les gaspillages et la corruption qui caractérisaient l'ancien régime. Leur première mesure va être la distribution gratuite de mil, de riz et autres denrées alimentaires des magasins d'Etat.

Très vite cependant, les travailleurs et les paysans pauvres maliens allaient connaître autre chose que les belles paroles des militaires. Car c'est une dictature féroce que les galonnés vont instaurer au Mali. Ils interdisent le parti et les organisations modibistes et ne tolèrent que leur propre organisation syndicale. C'est par la répression la plus atroce qu'ils répondent à la moindre tentative d'opposition.

En juin 1974, à la suite de la parution de tracts dénonçant le référendum sur la constitution qui allait légaliser la dictature de Moussa Traoré, de nombreuses personnalités sont arrêtées. Les salines du Nord du pays, à Teghazza ou à Taoudéni, sont remplies de détenus politiques dont la plupart meurent dans des conditions inhumaines.

Incapable de trouver la moindre solution pour lutter contre la famine et la misère, Moussa Traoré, chef du Comité Militaire au pouvoir et chef de l'Etat, maintient sa dictature en éliminant régulièrement ses propres amis du coup d'Etat. Car tous prennent goût au pouvoir, et par là même, deviennent des rivaux. C'est donc à une lutte sans merci qu'ils se livrent entre eux. Pour le moment, le gagnant a toujours été Moussa Traoré.

En 1970, il éliminait les capitaines Yoro Diakité et Malick Diallo, arrêtés pour tentative de coup d'Etat. En 1976, c'était au tour de l'adjudant Mohamed Lamine Sissoko et d'autres sous-officiers, concurrents écartés sous le prétexte toujours de tentative de coup d'Etat. Aujourd'hui, des procès sont en cours, contre une autre série de vieux complices vomis par la population malienne, à savoir Tiékoro Bakayoko, Karim Dembélé et autres.

Le résultat de ces dix années de dictature, c'est la corruption et le gaspillage, la misère toujours croissante et la famine. Et on ne peut pas toujours accuser la sécheresse. Car il est possible de produire des cultures vivrières au Mali. Le sol et le climat sont favorables à la culture du riz aussi bien que du millet. Mais le régime militaire contribue à orienter l'agriculture vers les cultures d'exportation, qui rapportent de l'argent à l'Etat et enrichissent les grosses sociétés capitalistes, plutôt que de favoriser l'agriculture vivrière.

Ainsi, la production arachidière, qui était de 22 000 tonnes par an avant le coup d'Etat, est passée à près de 200 000 tonnes en 1976. Quant au coton, de 50 000, sa production est passée à 110 000 tonnes par an. Toute cette production est destinée à l'exportation pour les super profits de compagnies telles que la CFDT (Compagnie Française Des Textiles). Pendant ce temps, pour les travailleurs et les paysans pauvres, c'est une misère toujours plus grande, et la famine.

Les dix années de pouvoir de Traoré, c'est dix années d'une dictature sanglante, au service de l'impérialisme./.

CAMARADE,

CE JOURNAL EST LE TIEN !

LIS LE ET FAIS LE CONNAITRE

AUTOUR DE TOI !

CEAO

DES BLA BLA SUR LE DEVELOPPEMENT

A la fin du mois d'octobre s'est tenu à Bamako le 4^{eme} sommet de la CEAO (Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest). A cette occasion, les 6 chefs d'Etat membres de cette organisation, parmi lesquels il y avait Houphouët, Moussa Traoré, Senghor, Ould Saleck ... etc, se sont rencontrés dans la capitale malienne.

Chacun à leur tour ces dictateurs ont prononcé leurs éternels discours sur leur "volonté commune de développer l'Afrique de l'Ouest".

Moussa Traoré dira que "dans un monde où les difficultés et les épreuves ne cessent de s'accumuler ... il n'y a plus de place pour un Etat ou un peuple seul, pris isolément : s'unir est devenu partout une impérieuse nécessité". Il ajoutera qu'il faut dépasser les intérêts exclusivement nationaux pour renforcer les bases de cette communauté de 30 millions d'âmes."

Que de beaux discours ! Pour palabrer dans les salons de l'Hotel de l'Amitié, les dictateurs se prennent pour des anges "pacifistes" et "progressistes".

Mais s'ils pensent réellement ce qu'ils disent, pourquoi ne le font-ils pas depuis plusieurs années qu'ils sont au pouvoir ? S'ils considéreraient vraiment que "s'unir est une impérieuse nécessité", pourquoi ne s'unissent-ils donc pas ?

Les deux seuls Etats qui ont tenté de s'unifier -le Sénégal et l'ex-Soudan- ont aussitôt rompu. Les autres ne l'ont même pas tenté. Car ils parlent d'amitié par pure démagogie.

Développer un pays comme le Mali tout en étant enfermé dans des frontières nationales n'est pas possible. Mais "dépasser les intérêts exclusivement nationaux" (comme le dit très bien Moussa) n'est ni dans l'intérêt des dictateurs africains, ni dans ceux de l'impérialisme qui en a décidé ainsi.

Les chefs d'Etat, les ministres et toute leur suite de parasites sont tellement attachés à leur appareil d'Etat national que tous ces discours ne sont que du vent. C'est de l'existence même de ces Etats que tous nos dictateurs tirent leurs privilèges.

Bien sûr qu'il faudrait assurer la coopération harmonieuse entre les peuples. Bien sûr, il faudrait que les peuples d'Afrique mettent en commun leurs ressources par -delà les frontières nationales qui ne sont que des freins.

Nous, les communistes révolutionnaires, nous disons-même qu'il faudrait mettre en commun les richesses de tous les pays du monde. Et, en particulier, mettre à la disposition de tous les richesses colossales, les capacités de production gigantesques qui sont concentrées dans les pays impérialistes. Ces capacités de production ont été créées par l'exploitation du monde entier. Il faut qu'elles reviennent aux exploités du monde entier.

Mais ce n'est évidemment pas sur les dirigeants bourgeois qu'il faut compter. Ces dirigeants représentent, dans le meilleur des cas, un avenir étriqué, enfermé dans les étroites limites des frontières nationales de nos pays pauvres. Dans le pire -et le plus commun- des cas, ces dirigeants sont de plats valets de l'impérialisme.

CONFLIT Ouganda-Tanzanie pour quelques km² de plus

Le 3 novembre, l'armée ougandaise a occupé militairement une partie de la Tanzanie, dans la zone frontalière. Nous ne connaissons pas les raisons qui ont incité l'ignoble dictateur, Amin Dada, à lancer son armée contre la Tanzanie. Bien malin qui pourrait les connaître d'ailleurs.

En tous les cas, à cette occasion, on a vu chacun des dirigeants lancer contre l'autre un flot de patriotisme et de nationalisme pour entraîner leur population dans ce conflit.

Une fois de plus deux Etats africains se font la guerre pour quelques kilomètres carrés. Des vies humaines et des fortunes seront encore englouties dans des opérations absurdes.

Ces régimes sont incapables de changer le sort de la population. L'impérialisme leur laisse très peu de possibilités, mais le peu de richesses dont ces dictateurs disposent, ils les gaspillent dans l'achat d'armement et dans les guerres.

Rien qu'avec ce que représente le prix des avions qui ont été abattus, on aurait pu nourrir des milliers de gens pendant des mois.

C'est Amin Dada l'agresseur, et Nyerere fait figure de victime. Mais lui qui se dit socialiste, il connaît les souffrances et les calamités que fait subir Amin Dada aux populations. Qu'a-t-il à dire aux opprimés ougandais pour les aider à se débarrasser de leur dictateur ? Rien, car il mène en version "respectable", la même politique nationaliste qu'Amin Dada en version caricaturale.

Plus tôt les travailleurs et les petits paysans se débarrasseront de ces gignols de l'impérialisme, mieux ce sera./.

TCHAD pénurie et vie chère

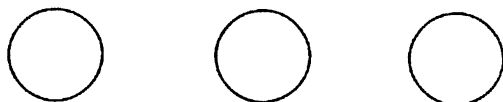
Actuellement la crise économique au Tchad frappe durement les travailleurs et les petites gens des villes. Les prix des produits alimentaires ont subi une forte augmentation. Le sac de 100 Kg de mil coûte de 10 à 11 000 CFA. Et quand on sait qu'un manœuvre gagne 8 000 CFA on voit à quel point les petites gens souffrent. Faute de mil, on se nourrit de sorgho et de maïs (7 500 CFA le sac de 100 Kg).

La viande de son côté a triplé de prix en six ans. De 1972 à 1978, son prix est passé de 100 CFA à 300 CFA le Kg. Ce qui fait que la majorité de la population se rabat sur le poisson comme le "garga" qui était très peu consommé auparavant.

L'huile est passée de 125 CFA à plus de 375 CFA le litre. Les maigres salaires suffisent de moins en moins à nourrir décentement les familles. Certains les reçoivent même avec du retard ; c'est le cas des petits fonctionnaires qui attendent parfois plusieurs semaines avant d'être payés.

Ainsi, bien des gens sont obligés de s'endetter auprès des commerçants, à des taux d'intérêts allant de 40 à 100 % pour deux ou trois mois. Beaucoup de jeunes gens ne trouvent pas du travail. Cela entraîne certains à recourir au vol ou à d'autres moyens similaires pour survivre.

Cette situation est dûe sans doute, fondamentalement à la pauvreté du pays, à son exploitation par l'impérialisme. Mais la guerre de Malloum contre le FROLINAT ne peut qu'aggraver les choses, aggraver l'inflation, et faire payer aux plus pauvres, les efforts de la dictature pour se maintenir./.



SENEGAL

ABDOULAYE WADE, CHANTRE DE LA "DEMOCRATIE" A LA SAUCE DE SENGHOR

Dans une déclaration rapportée par le journal Jeune Afrique du 15 novembre 1978, Abdoulaye Wade, secrétaire général du PDS (Parti Démocrate Sénégalais) estimait que "dans l'état actuel des choses, la limitation des partis" au Sénégal à trois était "suffisante".

En clair cela veut dire que ce monsieur est contre la légalisation de toute autre organisation, en plus des partis politiques autorisés actuellement par Senghor.

Cela montre que Abdoulaye Wade est pareil, sinon plus anti-démocratique que Senghor. Car en prenant position pour la limitation à trois partis actuellement autorisés, Wade prend en même temps position contre la reconnaissance du RND (Rassemblement National Démocratique) ainsi que celle du MRS (Mouvement Républicain Sénégalais), parti de droite dont Senghor envisageait la légalisation.

Ceux qui se faisaient des illusions sur l'étiquette démocratique de Wade seraient sûrement déçus si ce monsieur remplaçait Senghor.



IRAN

l'armée est au pouvoir

mais rien n'est joué

Depuis le 6 novembre dernier, ce sont les militaires qui gouvernent en Iran. A vrai dire cela n'est pas un grand changement, car cette même armée fait régner la terreur par la torture et la mitrailleuse depuis des années.

Le Chah pense-t-il prolonger la loi martiale et réprimer plus durement l'opposition ? Ou bien cherche-t-il à désamorcer l'opposition en arrêtant quelques dignitaires corrompus, comme l'ancien chef du gouvernement, le chef de la SAVAK (police politique) et quelques proches de la famille royale ?

C'est une des ficelles des dictateurs que d'essayer de rejeter leur responsabilité sur leurs conseillers, comme cela se passe actuellement au Mali.

Mais maintenant la ficelle est trop grosse en Iran. Il y a un vaste mouvement de toute la population. Un des plus forts appareils de répression du monde n'a pas pu arrêter les manifestations et les grèves de centaines de milliers de personnes. L'évolution de la situation politique dépend en premier lieu de ce mouvement de masse qui, pour le moment, ne semble pas s'arrêter.

L'impérialisme, qui a la haute main sur les richesses pétrolières et les investissements de ce pays, est encore dans l'expectative. Le Chah d'Iran a rempli, jusqu'ici, sa fonction de gardien de l'exploitation impérialiste. Mais aujourd'hui il n'arrive plus à remplir son rôle sinistre. Ce que veut l'impérialisme c'est assurer le calme propice à ses affaires. Jusqu'ici l'impérialisme américain soutient le Chah. Carter est même allé jusqu'à le réaffirmer au moment même où le Chah faisait tirer sur les manifestants.

L'occupation du devant de la scène politique par l'armée bénéficie manifestement du soutien des Etats Unis. Il s'agit même peut-être d'une initiative de Washington. L'armée iranienne -ou du moins la hiérarchie militaire- est étroitement contrôlée et encadrée par des spécialistes américains. Son rôle politique nouveau peut être de soutenir le Chah. Mais l'armée aux commandes, cela peut laisser la porte ouverte à d'autres solutions éventuelles, y compris à celle nécessitant que le Chah soit jeté en pâture si la profondeur du mouvement actuel l'exigeait.

L'avenir dira si le mouvement populaire est assez profond, assez déterminé pour renverser le Chah malgré l'armée et malgré le soutien de l'impérialisme.

Mais le drame des masses exploitées iraniennes qui fournissent le gros des bataillons de ceux qui affrontent le régime, c'est que même si elles l'emportent sur le Chah, elles le feront au profit d'un chef religieux réactionnaire comme Khomeiny et des forces que ce dernier représente. Et justement Khomeiny et les siens incarnent une solution politique qui n'est pas plus favorable aux masses opprimées que ne l'est le régime du Chah.

Le succès politique de Khomeiny vient de l'énorme poids social de la hiérarchie religieuse chiite, mais aussi du fait qu'il incarne l'opposition la plus radicale au Chah. Depuis 1963 il vit en exil. Il revendique farouchement le départ de la dynastie.

A part l'opposition religieuse il y a pourtant en Iran une autre opposition importante : le Front National, qui regroupe l'opposition libérale et une organisation qui se dit socialiste. Jusqu'au mois de novembre 1978, le front ne réclamait qu'un assouplissement de la monarchie. Il est tellement timoré qu'il était prêt à garder le Chah et lui demandait seulement de respecter la constitution !

.../...

Et, il y a quelques semaines, en pleine période de lutte violente contre le Chah, l'opposition libérale et parlementaire a même officiellement abdicé. de toute ambition d'incarner une voie propre, en se mettent purement et simplement dans le sillage de Khomeiny.

Voilà en quoi consiste le radicalisme de ces gens qui parlent de "démocratie", de "liberté" et même de "socialisme" pour certains !

Si, aujourd'hui Khomeiny est à la tête du mouvement de contestation, ces pleutres parlant de démocratie y ont contribué.

Khomeiny veut seulement le départ du Chah, et encore ! il n'est pas dit qu'il ne s'en accomode en tant que monarque à l'anglaise ! Le reste de ses discours n'est qu'un amas d'idées réactionnaires, basées sur des conceptions religieuses et féodales. Comme il le dit : "Le Coran prescrit le développement du savoir.(...). Un de nos penseurs, Sayed Mohamed Baquer Sadr, a écrit un important ouvrage sur la conception économique de l'Islam par rapport aux économies capitalistes et communistes".

A la place du régime du Chah, Khomeiny prépare une autre dictature, qui s'appuyera sur la même armée. On ne sait pas quelle y sera la fonction de ce chef religieux, mais on sait par contre que ce sera pour museler la population. Pour le moment l'impérialisme préfère le Chah, mais il peut très bien changer d'avis si la situation actuelle se prolonge. C'est sans doute pour préserver cette possibilité que le gouvernement français l'a accueilli en France et le laisse recevoir les oppositionnels iraniens.

Khomeiny, ce fossile du passé féodal de l'Iran, recueille pourtant l'adhésion des opprimés qui luttent pour un avenir meilleur, pour un régime où il y aurait plus de liberté et moins de misère. Le drame c'est que ceux qui luttent pour se libérer ont à leur tête quelqu'un qui ne leur apportera rien sinon la continuation de la dictature.

C'est une escroquerie que la classe politique prépare aux masses opprimées d'Iran. A considérer que ceux qui luttent arrivent à chasser le Chah, c'est une autre dictature qui se mettra en place en la personne de Khomeiny ou simplement avec sa caution.

Cette situation montre la tragique nécessité d'un parti communiste révolutionnaire, un parti qui représenterait les intérêts de la classe des travailleurs. Cela seul peut donner une efficacité à la lutte des masses populaires pour la liberté. Cela seul peut leur permettre d'engager une lutte où l'enjeu ne serait pas le choix d'un dictateur par rapport à un autre.



DEMAOÏSATION : AVENEMENT

CHINE

D'UN AUTRE DICTATEUR

Une vaste campagne de "démaoïsation" est déclenchée actuellement en Chine. Mao Tsé Toung qui a été élevé au rang de "plus grand révolutionnaire de notre temps" de "génie marxiste" a été descendu de son piédestal. Son "livre rouge" a été retiré de la circulation. De nombreux journaux et affiches murales accusent Mao d'avoir été le complice de la "bande des quatre". Il ne sera pas étonnant que d'ici peu, Mao devienne "traître à la nation" et qu'on piétine publiquement le "livre rouge".

La "démaoïsation" est un des sous-produits de la lutte pour la succession de Mao. Car cette lutte, engagée dès la mort de l'ancien "chef suprême" -sinon avant- bat son plein. Elle a été marquée par l'élimination de la veuve de Mao. Elle est marquée par la rivalité entre Hua Kuo Feng et Teng Hsiao-ping, et d'autres moins connus à l'étranger.

Peu importe le nom des protagonistes. La Chine est une dictature. L'ancien dictateur, l'arbitre suprême des affaires des couches dirigeantes, est mort. Le mécanisme pour sélectionner un nouveau dictateur est en marche, et peut-être même prêt à aboutir. Or le nouvel "arbitre suprême" a besoin de faire place nette.

Ceux qui veulent, comme Mao, régner en arbitre suprême ne veulent pas que des concurrents viennent leur mettre des bâtons dans les roues au nom de Mao. Et pour éviter que des rivaux contestent leur légitimité en se servant des œuvres et des discours de l'arbitre défunt, ils préfèrent carrément enterrer définitivement et Mao et quelques uns de ceux qui s'en réclament.

Cela ne veut pourtant pas dire que les nouveaux dictateurs ont une politique fondamentalement différente de celle de Mao, ou plus exactement, que celui-ci n'avait pas mené la même politique que celle que mènent ses successeurs aujourd'hui. Ce dernier se disait communiste (comme se le réclament les dirigeants actuels de la Chine) mais son régime a toujours été basé sur l'exploitation des ouvriers et de toutes les couches pauvres de la population. Les exploités chinois n'ont jamais eu leur mot à dire sur les décisions, même et surtout, celles qui les concernaient particulièrement.

La "démaoïsation" actuelle ne signifie nullement une libéralisation pour les exploités. C'est seulement l'installation d'une nouvelle équipe de dictateurs en mal de devenir à leur tour des arbitres suprêmes./.

** ** ** ** ** ** ** ** ** **

** ** ** ** ** ** ** **

** ** **

** **

**

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.